

Sur le rapport torture et migration

Une réflexion philosophique/ politique

Marie-Claire Caloz-Tschopp
Université de Genève, Suisse

Abstract Describing the relationship between torture and migration means examining its unpredictable foundations, its major civilizational challenges. In the relationship between capitalism and torture and torture and migration, a philosophical/political reflection proposes to identify an aporia: what happens to violence going to extremes (Balibar) inscribed in the self-destruction of humanity by itself? Torture, like an octopus extends its tentacles, poses new enigmas to struggles, knowledge, human rights. The general challenge is to radicalize critical work, to learn to think about extremes, to re-design the relationship to violence, to identify new forms of torture and the conditions for struggle and survival. To experience the democratic vertigo rooted in the report on torture and migration in Europe and elsewhere is to invent, on fragile soil, insurrectional democratic policies of counter-violence and civility.

Keywords Migration. Torture. Philosophy. Politics. Democracy.

Sommaire 1 Introduction : les énigmes du rapport torture et migration. – 2 Résistances a savoir. L’imaginaire de la guerre, de la torture. – 2.1 Remarques à propos de la torture et la migration. – 2.2 Le nœud central de la torture : la tentative de destruction de la liberté politique. – 2.3 L’enfer de Dante. Travail sur l’imaginaire. – 3 Comment pouvoir penser ? Questions de méthode. – 3.1 Questions de méthode. – 4 Les énigmes actuelles de l’histoire. – 4.1 Histoire : technique dévastatrice et torture. – 5 Parcourir une aporie. – 5.1 Parcourir l’aporie de la violence allant aux extrêmes. – 6 Déplacement, horizons, vertige. – 6.1 La liberté politique de se mouvoir. – 6.2 Conclusion : vivre le vertige démocratique transpolitique.

1 Introduction : les énigmes du rapport torture et migration

J'entends creuser le silence.
(Lorand Gaspar, poète, décédé le 9.10.2019)

Dedicace à une exilée héroïne ordinaire : A Kidest, jeune femme érythéenne seule avec un enfant né en Suisse, renvoyée en Grèce de force, menottée.¹

La violence allant aux extrêmes² (Balibar 2010) et les luttes pour la liberté politique se meuvent dans un contexte d'incertitude planétaire (Europe, Moyen-Orient, Asie, Chine, continent africain, latino-américain). Elles sont traversées par des contradictions, impasses, énigmes insolubles. Dans le contexte actuel où les hégémonies bougent, elles sont difficiles à connaître, vivre, penser, juger. La torture est une des formes de violence extrême dans l'environnement, où se situe la migration prise dans les turbulences de la planète. La neutralité 'scientifique' est impraticable. Nos outils inadaptés. Le déni dangereux. La terreur inouïe de la torture structurelle et quotidienne appelle la soumission, l'inertie. La fuite, la résistance, la création sont imprévisibles, fragiles.

La torture a pris de l'ampleur dans la migration³ depuis les années 1980. Le simple exemple actuel qu'entre 2 et 3,5 millions de réfugiés syriens, réduits à une arme géopolitique suffit à parler de torture au sens générique et non strictement juridique du terme. Autre exemple. La disparition est une caractéristique structurelle des politiques migratoires qui exige d'élargir la notion de torture, pour l'analyser à la lumière de la violence allant aux extrêmes (au sens de Balibar). Elle ne peut se limiter à être un simple dispositif, un outil technique de la violence d'Etat, des puissants. Elle est une politique destructrice des puissants.

La torture est pratiquée par des responsables politiques, agents d'Etat, multinationales, institutions financières, mafias, etc. Les nouveaux empires, les métamorphoses de la guerre de conquête de nou-

Je remercie Pauline, Graziella, Maria, Sabine, Teresa, Françoise, Silvia, Ahmet, Marcelo, Salomé, Steph pour leur soutien.

1 Pour plus d'informations, voir *Droit de rester pour tou.te.s*, <http://droit-de-rester.blogspot.com/> (2019-11-19).

2 Dorénavant, j'écrirai violence extrême sans guillemets dans le texte. Cela indique que je me réfère aux recherches de Balibar à ce propos.

3 La guerre aux migrants en fuite se structure. D'ici à 2027, le personnel de Frontex passera de 700 à 10.000 fonctionnaires, voir https://www.sosf.ch/cms/upload/pdf/SOSF-BULLETTIN_3-2019_FR_DEF_A4.pdf (2019-11-19).

veaux marchés, lisibles dans la migration, nous met au défi, de penser ensemble *violence et création, philosophie et politique*. Il devient alors possible d'interroger des soubassements du rapport torture et migration, la dialectique entre violence allant aux extrêmes et poussées de lave de la démocratie insurrectionnelle, les difficultés de la philosophie politique, de l'Etat, du droit, des droits de l'homme (DH), du droit international humanitaire (DIH). L'enjeu n'est pas de produire un nouveau concept technique de torture sur la base des faits du terrain de la migration, ni de dénier les politiques de torture et de disparition à échelle continentale des dictatures du XXe siècle face aux opposants politiques.⁴

Le travail sur l'histoire récente, les affects et la pensée conduit à identifier le poids des peurs, des énigmes des savoirs, l'autoritarisme sécuritaire (Insel, à paraître), des mécanismes d'adaptation inconsciente (Amati Sas 2004) qui empêchent de *comprendre* la torture pour tenter de transformer la démolition en survie, la peur en angoisse, dégager la puissance politique de la création humaine de la liberté politique.

Pourquoi une violence inouïe, banalisée à l'encontre des migrants ? Pour éclairer la question, on peut s'appuyer sur le postulat wébérien de l'assimilation de la violence et du pouvoir (Héritier 1996), sur la distinction opérée par H. Arendt et S. Weil entre *force* et *puissance* quand elles pensent la guerre au XXe siècle. Aujourd'hui, la puissance et la force imprévisibles sont lisibles dans les métamorphoses de la guerre, et les luttes des migrants, des solidaires (Caloz-Tschopp 2016a).

A quelles conditions la philosophie politique apporterait-elle des outils pour penser à la fois la *force* d'Etat et la *puissance* d'action des migrants, exilés, mouvements sociaux qui constituent le rapport torture et migration ? L'enjeu est immense : penser la politique comme une dialectique complexe entre domination guerrière et insurrection démocratique dans un contexte planétaire de *dé-civilisation* (Bozarslan 2019).

En s'interrogeant sur le rapport torture et migration, la philosophie, la politique sont mises au défi de repérer des *apories* – des difficultés logiques (du grec *aporia*, absence de passage, difficulté, embarras) à penser, agir – en interrogeant malaises, inconforts, difficultés à voir, penser, juger, agir. Nous sommes mis au défi de nous réapproprier l'imagination pour penser, juger *avec et au-delà* des moyens fournis par la tradition de la philosophie politique. En clair de la refonder.

En me situant dans le cadre général historique et actuel de la globalisation que peut expliciter l'analyse du schème *guerre, terre, tra-*

⁴ Dans la perspective d'un travail de mémoire, ces politiques peuvent aider à de les repenser à la lumière de l'actualité de la torture.

vail, capital, je me propose d'intégrer ici le conflit entre la violence et la civilité étudiée par Balibar.⁵ L'enjeu est de réfléchir au rapport torture et migration, en se déplaçant dans un cadre politique, philosophique à créer.

2 Résistances a savoir. L'imaginaire de la guerre, de la torture

2.1 Remarques à propos de la torture et la migration

A chaque fois qu'on la croise, on est ébahi devant la violence inouïe, cruelle, les morts aussi, qui fige, force au silence ou alors à la colère, à la rage, à des morts aussi. Elle est présente dans les discours, les gestes, les outils sous de multiples formes. Ecouter les silences, les cris, les mots, les discours. Commençons par situer les mots *torture*, *migration*, sans procéder ici à une analyse sémiologique critique (Fiala 2018) et à un déplacement sémiologique effectué dans un autre travail.⁶ Les travaux sur la genèse de discours décrivant la migration, dénonçant ou légitimant la torture abondent dans la recherche en sciences sociales. Mais Schengen, Dublin, Frontex bouchent l'horizon aux regards. Napoléon et le nucléaire aussi par un autre bout, comme on va le voir.

La torture, cette pieuvre dans les eaux obscures des Etats et des sociétés, a une très vieille et longue histoire. Elle étend ses tentacules en dévastant le monde tout au long des routes, des mers où fuient, sont chassés (Chamayou 2010) les migrants, les esclaves du servage, soldats, prisonniers des guerres, populations déplacées. Les tentacules de la torture guerrière s'étendent partout. Dans la mobilité forcée du travail et l'expulsion, avec celle des biens, des capitaux. Dans la guerre. Personne n'est à l'abri.

La torture est un rapport de pouvoir. La violence d'Etat, de groupes sociaux, d'individus exercé avec brutalité, cruauté sur les corps (Ulricksen 1998), est un rapport de longue durée, fait d'humiliation, d'atteinte de la dignité, souffrances, douleur, cruauté, tourments, démolition physique et psychique systématique (Vignar et al. 1989), tentative de destruction de toute espérance. Le franchissement du seuil

⁵ Dans un autre texte à paraître en 2019, j'aborde d'autres apories qui font système avec celle retenue dans cet article (Caloz-Tschopp, à paraître).

⁶ Déplacement de migrant, réfugié, requérant d'asile, etc. à *exilé en desexil*. Dans le cadre du Programme Exil-Desexil du Collège International de philosophie (voir site <http://exil-ciph.com>) et dans l'essai (Caloz-Tschopp 2019) sur la liberté de se mouvoir, est discuté l'hypothèse exploratoire de considérer l'exil et le desexil comme les conditions matérielles de vie des humains sur la planète aujourd'hui forcée de fuir la destruction et à trouver des moyens de survie.

de la violence exercée sur le corps, la pensée du torturé est une limite qui le fait basculer dans un autre monde, duquel, parfois, il ne parviendra pas à revenir ou alors, lieu infime où il trouvera des ressources de survie. Les angoisses, maladies, suicides, l'invention de modes de résistance sont autant de traces indélébiles de la torture. Elle a souvent été légitimée par les aveux (inquisition, terrorisme), et la punition, mais son but, « n'est pas de faire parler, mais de faire taire » (Sorini, Branche 2002). La torture cherche à annihiler, détruire l'humanité des torturés, instaurer la soumission totale par la punition à tous les niveaux, sous toutes les formes possibles, faire disparaître tout espoir en l'homme lui-même et aux autres. Son but est l'attaque radicale de la « liberté d'être libre » (Arendt 2019) à la base de *la liberté politique de se mouvoir* de tout humain, dont les migrants, pris dans le tourbillon du rapport *capital-travail et guerre* (Caloz-Tschopp 2019).

Les descriptions montrent que la torture tente de détruire les bases d'espoir d'autonomie, liberté, solidarité humaine. Une psychanalyste a montré combien dans les moments ultimes de la torture, apparaissent « deux fronts de la survivance psychique » est dégagée ce qu'elle appelle « l'objet à sauver » (Amati Sas 2016, 69), une relation à l'autre imaginé que le torturé imagine pouvoir sauver, ce qui l'aide à survivre.

La torture est pratiquée sur des individus, mais elle est transindividuelle et transpolitique. Elle vise à installer un instrument politique totalitaire, *la terreur* (Arendt 1972), sur l'entourage, la société sous la férule de pouvoirs absolus pour figer, éliminer toute résistance à la domination du torturé, de son entourage, de la société. Elle s'inscrit dans une politique de l'annihilation (Velo Bermedo 2018) dont les politiques de disparition sont devenues le paradigme. La politique de *disparition* dans les colonies, l'impérialisme, les guerres, durant des dictatures et aujourd'hui dans les politiques migratoires. La ville de Juarez au Mexique, les noyés de méditerranée, les morts des déserts sont des trous noirs des disparus de la migration. *Le néant, est le visage ultime de la torture.*

En résumé, la migration est un *rapport pivot* de pouvoir constitué par le schème général *guerre-terre-travail-capital* où peut s'observer le rapport structurel de violence torture et migration qui fait partie du quotidien. Le capitalisme actuel est constitué par la violence guerrière. La migration est constitutive du capitalisme guerrier, dont la torture est une forme de la violence allant aux extrêmes. La torture se pratique dans les prisons, les lieux du quotidien. La torture permet de saisir les logiques d'exploitation, surexploitation de travailleurs, d'humains superflus (Arendt 1972), la subordination et l'insurrection des migrants et de ceux qui pratiquent l'hospitalité, la solidarité, l'égalité. La généralisation des camps aux frontières internes et externes de l'apartheid (Caloz-Tschopp 2004a). L'augmentation des délits de sauvetage et de solidarité (250 arrêtés de justice

dans 14 pays de l'UE) en sont des signes flagrants. En matière de migration, vu que les politiques migratoires et du droit d'asile sont le fait du système d'Etat-nation dominant sur la planète, la violence d'Etat mérite une attention spéciale.

La violence allant aux extrêmes, dont la torture est un fait structurel de la globalisation. Une approche phénoménologique décrivant les cas, formes multiples de torture ne peut en faire le tour, en dégager le sens. On peut en lire aussi les traces dans la destruction de la nature. Les politiques de disparition de nihilisme extrême sont l'expression de la non politique poussée aux extrêmes, lisible dans les morts en mer sans sépulture, les camps-prisons, aux frontières, les féminicides, les disparitions, les politiques des dictatures total-libérales. On le constate aussi dans une politique migratoire de l'UE qui se résume en utilitarisme extrême, entre la surexploitation des travailleurs migrants dans le *brain-drain* (fuite des cerveaux, clandestinité, précarisation extrême et superflus jetables du marché du travail chaotique) et dans les politiques aux frontières militarisées. Pour saisir l'ampleur de la torture banalisée, saisir son sens, on peut postuler que les migrants en mouvement chassés, poursuivis sont la *figure par excellence* des transformations du rapport capital-travail, de la destruction de la planète, de la guerre et du désir de liberté politique qui se traduit en luttes que nous appelons le desexil. Alors que la torture est inscrite structurellement dans la violence allant aux extrêmes, pourquoi les travaux sur la violence, la torture dans la migration, soulèvent des difficultés, dénis, refus ?

2.2 Le nœud central de la torture : la tentative de destruction de la liberté politique

Posons d'emblée une thèse exploratoire. La torture est présentée avec un visage utilitariste de protection des populations, mais son but ultime est la soumission à n'importe quel prix. Une approche humanitaire, par des techniques médicales, le *care* n'en épuise pas le sens. Le pouvoir de violence allant aux extrêmes par la torture, la disparition, est intrinsèque à la domination capitaliste globalisée qui tente de s'imposer en s'appropriant l'Etat. La terreur des nouvelles formes de guerre produit peurs, angoisses, résistances énormes, dénis, refus à prendre acte de sa gravité par les Etats et les sociétés.

Torture, migration, les deux mots sont un rapport structurel. Ils traversent l'histoire de l'humanité, avec une institutionnalisation de l'exploitation dans le capitalisme entre le XVIIIe et le XXe siècle, du travail, des ressources tout en proclamant les droits de l'homme après deux guerres mondiales. Une nouvelle acuité de la violence, depuis les années 1980, tout en proclamant la liberté de circulation, la justice (Schengen), indique la présence institutionnalisée de la tor-

ture dans les politiques migratoires sur la planète. Il est nécessaire de l'analyser pour transformer l'imaginaire philosophique et politique, la conscience sociale, lutter, critiquer les logiques, durcissements, voire l'abolition des droits (Tafelmacher 2019), créer des nouveaux espaces de protection, de civilité, des droits pour la combattre.

La résistance des migrants, mouvements sociaux à la violence, est une sorte de 'retour du refoulé' du désir de la liberté politique qui crée l'embarras, délégitime la violence d'Etat. Elle provoque de la part de l'Etat des réponses sécuritaires (emprisonnement administratif, camps, expulsions, délits de solidarité).

Sur la torture et la migration les travaux abondent, documentés interdisciplinaires, intercontinentaux. La violence structurelle est appliquée aux migrants, le plus souvent pour des délits administratifs (partir, survivre, s'opposer à l'interdiction d'entrée, aux expulsions). Une punition sans faute. En clair, elle concerne le rapport au système d'Etat exigeant la servitude des migrants. Le langage, les dispositifs, outils de la torture se transforment. Si la torture dispose des critères de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants⁷ de l'ONU de 1984 ancrée dans les droits de l'homme, elle ne parvient pas à être identifiée dans son but politique (soumettre), sa gravité dé-civilisationnelle (Bozarslan 2019) à tendance génocidaire et destructrice observable dans l'environnement, dont fait partie la migration. Elle ne fait pas l'objet de prévention sérieuse, condamnations, sanctions, réparations à la hauteur de la gravité des actes.

Le droit national, international des Etats souverains en matière de migration et de torture a des lacunes, zones d'ombre, trous noirs. Des institutions comme la Commission européenne des droits de l'homme (CEDH), des textes comme la Déclaration des droits de l'homme interdisent aux Etats de pratiquer la torture. Formaliser la torture dans les droits fondamentaux est la tentative pour la nommer, sans aborder de front le nœud central politique du sens de la torture : le déni du désir de liberté politique et la légitimation, l'imposition de la soumission à n'importe quel prix. Jusqu'au néant. Face aux actes de torture actuels, des lacunes juridiques, le vocabulaire diplomatique pour confiner les conflits, la délégation de responsabilité produit l'indignation (ex. non répartition des réfugiés face à l'urgence).

Les tensions entre soumission et insurrection, la manipulation de la haine, aurait-elle pour fonction d'éviter ce que Vidal-Naquet (1972)⁸

⁷ Dès lors j'utilise le mot Convention.

⁸ Il a remarqué que le Général Massu a fait l'apologie de la torture fonctionnelle comparable à l'acte médical du chirurgien et du dentiste. Le Général a éludé le fait que la torture, loin de se limiter à une question morale était une *question politique* en ce qui concerne les rapports de la France à l'Algérie. On sait que les dispositifs et outils des

a appelé, à propos de la torture coloniale en Algérie, un « retour du refoulé », dans les politiques migratoires alors que la plupart des États d'immigration torturent et/ou tolèrent la torture ?

La fuite des migrants, les *délits de solidarité*, rendent visibles le poids de la violence, de la torture, des crimes, le cynisme des intérêts, les transformations des politiques de disparition grâce à l'agir des migrants, à l'hospitalité des solidaires, des ONG qui s'opposent à l'accès, au tri aux frontières, ouvrent des refuges, visitent les camps, les prisons, sont aux passages des routes d'expulsion, interviennent pour rappeler les droits fondamentaux auprès du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, à la CEDH, etc.

2.3 L'enfer de Dante. Travail sur l'imaginaire

La torture a un rapport direct à la guerre, à l'apartheid des politiques migratoires, du travail, etc. Où que l'on se trouve dans le monde, le rapport torture et migration est en effet un *rapport de violence d'une philosophie d'apartheid* (Monnier 2004), de séparation, hiérarchisation, tri, inclusion-expulsion des migrants à de multiples frontières, impliquant la surexploitation et le refus de la pleine participation civique de tous aux affaires publiques, comme l'explique Arendt (2019).⁹ L'apartheid puise ses sources historiques dans des régimes institutionnalisés (nazisme, Afrique du sud). En reproduisant la dualité guerrière *ami-ennemi* de Carl Schmitt dans les rapports de classe, de sexe, de race, l'apartheid s'inscrit dans la guerre (Caloz-Tschopp 2016a). La violence devient si évidente, si inouïe, qu'elle brouille les cartes, fait éclater les repères, y compris celui de l'apartheid des démocraties sécuritaires. Le clivage dans les discours d'État qui essentialisent, naturalisent (racisme) *l'autre* (Sayad, à paraître) est mis en lumière par les récits d'expérience incroyables des migrants et solidaires aux frontières. Ils disent autre chose.

Les saccages, la surexploitation destructrice des humains, de la nature dans un espace globalisé mouvant, les métamorphoses des luttes, de la guerre s'explorent avec des outils construits dans l'histoire des savoirs qui montrent leurs limites. L'invention de démarches, concepts (anthropocène, capitalocène, d'occidentocène, etc.), mettent en exergue le besoin d'une nouvelle philosophie, théorie politique, épistémologie, méthodologie, d'un usage de concepts en mouvement qui puissent décrire les enchevêtrements complexes entre *guerre, terre, travail, capital*. Les migrants sont une sorte

guerres de colonisation française (Vietnam, Algérie) ont été exportés, par ex. dans les dictatures latino-américaines, que les exilés ont dû fuir pour sauver leur vie et leur liberté.

⁹ L'histoire du droit de vote aux immigrés est édifiante à ce propos.

d'avant-garde sacrifiée aux frontières multiples. Ils sont aux prises avec le mouvement illimité de la *valeur* du travail traduite en *croissance*, en *destruction*, en *soumission* à n'importe quel prix en déniaient à la fois la liberté de se mouvoir et les limites de la planète, dont les migrants en fuite sont un des indicateurs.

Que pouvons-nous percevoir ou non sur les métamorphoses de la guerre et de la paix¹⁰ dans le rapport torture et migration en avançant le concept de torture de la Convention qui fait partie de l'arsenal des droits de l'homme ? En bref, les catégories de la Convention méritent une approche critique de la souveraineté étatique, de concepts comme celui d'intentionnalité mis en rapport avec l'approche transindividuelle (Balibar 2018) et transpolitique (Caloz-Tschopp 2019). Un tel travail théorique critique est indispensable pour renverser la force de souveraineté de l'Etat en puissance démocratique et réélaborer la question de la responsabilité. Par ailleurs, dans le travail d'identification, description de la violence, est-il suffisant de parler d'abus, dérapages, mauvais traitements, absence d'assistance, de protection, de droits ou alors comment, pourquoi faut-il parler de torture ? Pour repérer quoi ?

Deux faits dans le domaine de la migration aux frontières permettent de concrétiser les transformations de la torture visibles dans les politiques migratoires : *le féminicide*, *les camps*. Le féminicide est devenu une pratique courante aux frontières sans être reconnue. Des recherches mettent en lien féminicides et génocides, camps et génocides dans la colonisation en Afrique (Brepohl 2019). Par ailleurs, depuis les années 1980 (Schengen), un seuil a été franchi, avec l'institutionnalisation des camps en Allemagne pour les réfugiés,¹¹ puis leur extension en réseaux de prisons dans toute l'Europe et à ses frontières externalisées. Malgré d'âpres luttes, ni l'un ni l'autre ne sont dénoncés, condamnés comme des crimes contre l'humanité. Ces faits s'inscrivent dans les politiques de disparition qui sont en quelque sorte le paradigme du capitalisme actuel.

Dès 1957, R. Antelme, prisonnier à Birkenau et Dachau, avait lancé un avertissement à propos du rapport entre l'exploitation et les camps après la deuxième guerre mondiale : « Il n'y a pas de différence de *nature* entre le régime normal d'exploitation de l'homme et celui des camps. Le camp est simplement l'image nette de l'enfer plus ou moins

10 Kant réfléchit à la paix, au droit international, à la propriété commune de la terre. Cet aspect n'a pas souvent été relevé (Caloz-Tschopp 2019).

11 Un fait oublié par la mémoire publique mérite d'être rappelé. En 1980, J.-P. Hocke, Commissaire pour les Réfugiés de l'ONU, a publié un numéro spécial du magazine *Réfugiés* de l'ONU sur la création de camps en Allemagne. Ce pays a menacé de couper les fonds au HCR si ce magazine était diffusé. Et le magazine a été retiré de la diffusion. Le Haut Commissaire pour les Réfugiés de l'ONU a démissionné. Aujourd'hui, il mériterait une autre médaille des Justes !

voilé dans lequel vivent encore tant de peuples » (Antelme 1957, 123). Il articulait exploitation et camps, histoire, présent, avenir.

La situation des femmes migrantes 'clandestines', les camps (dortoirs des travailleurs en Chine, camps en Grèce, prisons en Lybie, etc.) sont l'enfer de Dante d'aujourd'hui. Il nous faut articuler le féminicide et les camps-prisons en les situant dans le rapport capital-travail-guerre pour pouvoir dégager d'une part la *logique de disparition* et d'autre part ce que deviennent les *rappports sociaux de classe, de sexe, de race*, les luttes dans le marché mondial du travail et du capital et les transformations de la guerre et de la torture.

3 Comment pouvoir penser ? Questions de méthode

3.1 Questions de méthode

On peut commencer par s'interroger sur ce qu'indique l'émergence de l'usage du mot *torture* dans les discours sur la *migration*. Ensuite, on peut se demander ce qu'implique épistémologiquement le transfert de la notion de *torture* chargée de l'héritage de l'histoire politique la plus ancienne de l'humanité (inquisition, esclavage, colonisation, dictatures, pouvoirs hors Etat, paramilitaires, maffieux, etc.) à la migration. Légitimation cachée de la violence ? Comparer l'incomparable ? L'opération analogique entre violence et torture et entre torture et migration se justifie-elle ? Je postule que les constats nous amènent à établir un déplacement théorique et pratique pour comprendre et dépasser ces difficultés derrière ces questions.

Comment, à partir des constats de violence allant aux extrêmes, penser le rapport torture et migration aujourd'hui ? Que nous montre la présence de la torture sur les politiques migratoires ? En quel sens, comment et pourquoi pouvons-nous parler de politiques de torture dans le domaine des politiques migratoires ? On peut prendre appui sur la Convention. Mais il faut aller plus loin pour en dégager le sens. L'enjeu est, de penser *avec* et *au-delà* des moyens (outils), des styles existants pour s'inscrire dans la dialectique entre destruction et mouvement de création social-historique de la connaissance, de l'art (Sustam 2016), de la liberté politique.

Tout d'abord, alors que l'urgence, l'insoutenable est sur les écrans, on peut s'interroger : les rapports torture et migration, sont-ils une question *humanitaire*, les *victimes* suscitant la pitié, la culpabilité, qui se retourne en haine ou une question politique et philosophique incluant les transformations du désir de liberté politique et de la guerre ? Au premier abord, remarquons que la Convention se situe dans le corpus des droits de l'homme (DH) et non dans le celui du droit international humanitaire (DIH); elle situe ainsi la torture comme une atteinte aux droits fondamentaux.

Situer le rapport torture et migration dans l'humanitaire serait l'inscrire d'emblée dans une vision des migrants comme victimes et non comme sujets de droit, et dans le droit de la guerre (masses) explique un juriste qui distingue les DH et le DIH (Rigaux, à paraître) et oblige à prendre en compte les enjeux du marché et géopolitiques de l'humanitaire.

Comment penser le rapport torture et migration depuis la philosophie politique en intégrant ce postulat ? Faut-il y voir un signe de plus du basculement d'une politique de la paix dans une *non politique*, l'effacement d'une culture des droits (contraints par le national, l'Etat national souverain sur un territoire, des populations) vers une culture du marché humanitaire et de la guerre, processus qui s'accélère, notamment dans le domaine de la migration depuis les années 1980, alors que les luttes deviennent plus visibles, plus dures (Caloz-Tschopp 2016c)? L'usure, la fatigue et aussi la désobéissance civique (Caloz-Tschopp, à paraître) sont des indicateurs de la transformation de la violence. Les transformations institutionnelles de ces trente dernières années inciteraient à une telle interprétation. Il est nécessaire de faire un pas de plus pour repérer les implications de la violence allant aux extrêmes, quasi généralisée et banalisée dont parle Balibar (2010). Dès lors avec quels instruments approcher le phénomène de la torture aujourd'hui comme forme de la violence extrême, la torture, sa présence postulée, constatée dans la migration, ses buts ?

Percevoir les transformations de la torture forme de violence et ses implications exige de se déplacer, considérer avec d'autres lunettes conceptuelles, théoriques, épistémologiques, méthodologiques la violence faite aux migrants. Une approche du rapport torture et migration implique de développer une philosophie politique mettant en cause la longue histoire de la souveraineté étatique sur les corps, le sol, les armes, les biens, etc., la violence d'Etat légitimée. L'enjeu majeur est l'attaque et le devenir de la politique et de la philosophie sur la planète.

Les Etats pour la plupart,¹² soumis aux 'interdictions' de principe des textes d'instances européennes (CEDH) de l'ONU (Déclaration des DH), déclarent qu'ils ont aboli la torture tout en la pratiquant en toute impunité dans la migration et ailleurs, en vendant des armes tout en développant des discours dans les guerres « humanitaires » (Brauman 2001, 2018). Etrange paradoxe : au XVIIIe siècle ont émergé les valeurs (liberté, égalité, fraternité) des révolutions libérales limitées aux empires et dans ces empires aux classes dominantes tout en s'appuyant sur la colonisation, alors que la science de l'époque inventait l'idéologie raciste (Guillaumin 2000).

12 Les Etats-Unis, Israël justifient la torture par nécessité de sauvegarde de la sécurité intérieure de l'Etat.

Le rapport de torture fait partie des politiques du travail, de ce qui est appelé la mobilité des migrants, en déniait le fait qu'elle est forcée, donc violente. C'est un clignotant majeur¹³ des métamorphoses des luttes et de la guerre. Il émerge dans la conscience collective planétaire. Il caractérise l'état du monde où se meuvent les travailleurs hyperprécarisés, pris dans les turbulences des logiques d'appropriation, chasse, pillage, surexploitation, destruction. La violence actuelle est plus difficile à caractériser qu'auparavant, les frontières entre les types de violence, de crimes se brouillent. Les transformations de la géopolitique au Moyen-Orient, la guerre en Syrie, au Yémen en sont des exemples (violence intra-étatique, interétatique, transnationale, diversité des sujets politiques). Qu'en est-il de la torture ? Où, quand, comment, pourquoi faut-il alors repérer le franchissement institutionnalisé du passage de la maltraitance à la torture, de la violence d'Etat au crime d'Etat (Vahabi 2019) dans la migration ?

La question est complexe. Elle renvoie à un déplacement, à un renouvellement de l'épistémologie, positions, choix méthodologiques, outils d'exploration dans le travail de recherche. Les luttes des femmes migrantes 'clandestines' aux frontières et en particulier, dans les camps-prisons aux frontières sont des lieux-clés d'observation, d'action.

La torture fait partie des politiques du travail, de la sûreté après septembre 2001 (Patriot Act, prisons secrètes, Guantanamo), des politiques migratoires, du droit d'asile, mais les mots de « torture et autres peines ou traitements inhumains et dégradants » ne figurent pas en tant qu'interdiction punissable dans les textes (pacte mondial sur les migrations de 2018, lois des pays). L'Etat de droit, le droit existant se heurtent aux limites de la violence d'Etat et aux lacunes des droits.

L'enjeu historique et actuel est de prendre acte de la torture dans la nouvelle conformation chaotique des empires, du marché du travail et du capital globalisés, impliquant la circulation, la mobilité forcée combinée avec la fixation illusoire des populations, en interrogeant ses rapports à l'histoire et à la guerre. Quand on observe Schengen, Dublin, les camps-prisons, Frontex, on ne peut parler de laboratoire d'essai, de cobayes, d'abus, de débordement sécuritaires, etc. Sa présence structurelle indique une transformation de la violence guerrière dans les rapports de pouvoir et les rapports torture/migration. Leur présence structurelle indique une transformation de la violence guerrière dans les rapports de pouvoir et les rapports torture et migration. C'est aussi un des signes de la destruction de l'environnement dans son ensemble¹⁴ sur la planète.

13 Le statut des femmes, la question du climat en sont d'autres. On verra en quel sens, ils sont liés.

14 La question de ce qui est appelé les 'réfugiés climatiques' exige un changement de paradigme pour être abordé sérieusement.

4 Les énigmes actuelles de l'histoire

4.1 Histoire : technique dévastatrice et torture

Un arrêt historique peut permettre d'intégrer des interrogations sur la technique et la torture pour comprendre le rapport torture et migration actuel. On peut choisir de s'arrêter à l'histoire récente (fin XIXe-XXe siècle) dans l'impérialisme de la Première Guerre mondiale et ses « effets boomerang » que décrit R. Luxemburg (Caloz-Tschopp 2018), la Seconde Guerre mondiale avec Auschwitz et Hiroshima (Traverso 1997). La disparition d'empires (austro-hongrois, turc, russe), la domination de l'Etat-nation et la montée de nouveaux empires en reconfiguration, l'engagement dans ces guerres, précédées des massacres, génocides coloniaux (Namibie), impériaux (Arménie) a signifié le passage dans l'histoire, où la question de l'intégrité, de la mortalité sont non seulement devenues celle de la torture, de l'assassinat industriel de masse, d'une civilisation de pillage, de destruction, mais l'aporie de *l'autoextermination de l'humanité par elle-même* sur la planète Terre. Pour la Seconde Guerre mondiale, deux analyses de cas ont fait couler beaucoup d'encre : le procès d'A. Eichmann et le pilote d'Hiroshima. Ces deux analyses de cas non exhaustives¹⁵ ont situé la destruction dans l'histoire (Auschwitz et Hiroshima). Son élaboration conflictuelle amène une rupture de ce que Castoriadis appelle l'Etre social-historique et une aporie majeure de la pensée sur la violence mise au défi d'intégrer les conquêtes, les colonialismes, l'impérialisme qui ont précédé et accompagné le capitalisme.

Pour continuer la réflexion, depuis aujourd'hui où la crise environnementale menace les soubassements de notre civilisation, et l'existence même (Magnénat 2019), revenons un instant sur un chemin ouvert par une psychanalyste (Silvia Amati Sas) et un philosophe (Günther Anders) s'interrogeant sur les rapports entre *science, technique, civilisation* qui ont une influence directe aujourd'hui sur l'expansion des dispositifs de la torture, y compris dans la migration, tout en complexifiant les questions de l'intention, l'aliénation, la conscience, la pensée, la responsabilité. Le développement du nucléaire, ses 'accidents' et ses suites, par exemple remet à l'ordre du jour, ces interrogations des années 1950-70.

La lecture successive des deux discours permet d'approfondir des difficultés philosophiques et politiques dans une civilisation technique se développant avec le capitalisme avancé et pouvant traduire aujourd'hui l'intentionnalité, la responsabilité des Etats, agents dans l'ensemble des politiques, y compris dans le rapport torture et mi-

¹⁵ Le génocide des Roms est quasi invisible, il a pourtant été planifié dans la 'Solution finale' nazie.

gration actuel. On peut s'en inspirer pour penser les rapports travail-capital dans le monde, les féminicides, les camps, les décès des migrants en méditerranée, sur les chemins d'exil.

4.1.1 Imaginer des millions de morts

Les développements de la science et la technique ont un rapport direct avec la guerre et la torture, en engageant les savoirs, la responsabilité, la culpabilité, mais en les complexifiant. On le voit bien dans la migration. La thèse a été formulée par de nombreux auteurs. Les agents de l'invention de la bombe atomique ont créé une civilisation de *mégamorts* (Amati Sas 1984), « d'obsolescence de l'homme » (Anders 2011). Relire le discours d'Albert Camus et d'autres discours quelques jours après le bombardement d'Hiroshima permet de mesurer la capacité très limitée de saisir l'impact, les conséquences incalculables. L'autodestruction de l'humanité devient unimaginable, et même non perceptible par l'imagination, les affects, la pensée, la conscience. En clair, l'intentionnalité, supposant les affects, la pensée et la conscience disparaissent comme attitude subjective à la base de la responsabilité, écrivent une psychanalyste et un philosophe, marqués par la guerre *totale*, les camps d'extermination, la bombe nucléaire et la civilisation technique qui accompagne ces faits historiques. Elle peut conduire au déterminisme, à oublier la liberté politique devant la toute-puissance de la technique, des techniciens, des bureaucrates.

La création scientifique de traumatismes et de situations extrêmes pour manipuler les hommes est le propre de notre civilisation. Commencée dans les laboratoires, elle a abouti à la torture institutionnalisée et aux camps de concentration [...] Le désir de maîtriser la nature propre à la science a abouti au désir de quelques hommes de maîtriser les autres hommes jusqu'à leurs dernières défenses. (Amati Sas 1984, 14)

Il est question de morts et de morts de masse pas quantifiables (alors que la statistique est l'outil par excellence de la migration, de la politique du chiffre des polices). L'Etat qui a lancé les bombes, pour enjoindre le Japon de finir la guerre, et surtout le mettre à genoux devant le nouvel empire vainqueur voulant asseoir sa puissance sur le monde. Les Etats-Unis qui ont lancé la bombe sur Hiroshima et Nagasaki n'ont pas été condamnés pour crime contre l'humanité. Ils ont lancé le Plan Marshall pour contrôler la reconstruction de l'Europe.

Impossible de calculer. Impossible de décrire positivement, le non-Etre, la destruction. Même le concept théologique de 'mal' relayé par le concept du 'mal radical' de Kant et du 'mal politique' traduit

en « banalité du mal » par Arendt (1966) peut décrire le phénomène mais pas le penser. « Il me fallait comprendre », dira-t-elle à plusieurs reprises. Elle prolongera sa recherche sur la pensée (Arendt 1981) et fera des conférences sur le jugement. La psychanalyste invente le mot de *mégamorts* en se demandant si c'est une « unité de mesure » ou une « métaphore » (Amati Sas 1984). Elle écrit :

pour nous pencher sur la guerre nucléaire, il faut vraiment forcer notre résistance, car le sujet fait bouger les convictions et les certitudes qui protègent notre joie de vivre. Il s'agit de saisir la signification du choix de la politique nucléaire conçue comme un signe de puissance, la dissuasion par la terreur, et évaluer comment la sécurité est prise en otage par quelques Etats pratiquant l'imprévoyance et l'irresponsabilité qui nous côtoie dans notre monde nucléaire et cela dans un contexte de guerre en mutation, de monde multipolaire. C'est une guerre de quantités inimaginables. Nous avons l'impression de livrer passivement la destinée de chacun aux signes mathématiques et à la concrétude des données statistiques et informatiques ! Les valeurs de l'ère technologique sont des valeurs froides et désaffectées qui conviennent à notre besoin de nous cacher à nous-mêmes notre peur et angoisse de la mort. (Amati Sas 1984, 9)

Imaginer des millions de morts, c'est déjà *se consoler* en perdant la *démessure* de la question liée à la *destruction*. La perspective de la guerre nucléaire est « l'arrêt du projet de vie de l'humanité » et la destruction de l'humanité et de tous les êtres vivants, écrit-elle.

4.1.2 Percevoir à quoi sert un bidon de Zyklon B

Dans ces mêmes années, un philosophe exilé d'Europe durant 14 ans, marqué à vie par la guerre de 1914-18, puis par Auschwitz et Hiroshima, a été taraudé entre les années 1950-70 par les thèmes qu'il a appelé l'obsolescence de l'homme (Anders 2010) et aussi un « monde sans hommes » (1950-70), ce qu'il a déclaré dans l'entretien publié sous le titre suivant, après s'être effondré à la nouvelle d'Hiroshima: *Et si je suis désespéré que voulez-vous que j'y fasse ?* (Anders 2001). Plus tard, après une visite à Hiroshima, il écrira, *Hiroshima est partout*, traduit aux éditions du Seuil en français en 2008 ! Il a parlé alors de nihilistes actifs. Dans l'entretien, il évoque aussi ses travaux sur la pathologie de la liberté, de *Weltfremdheit des Menschen* (étrangéité de l'homme au monde), « d'apocalypse sans royaume », de la fin de l'humanité par autodestruction sans signification, sans tribunal ultime, sans rédemption. Il s'est attelé à l'étude des cas du pilote d'Hiroshima, de la guerre du Vietnam, tout en travaillant sur une phi-

l'osologie de la technique devenue, pour lui, un monde autosuffisant et décidant de notre existence. Il a polémique avec Heidegger, tout en reprenant par un autre bout sa question sur la technique. Sa méthode, expliquée par Roger Pol-Droit,¹⁶ se résume par l'exagération et l'attention aux traces infimes pour ce qui est dénié, négligé, voilé : la déréalisation du monde, la déshumanisation du quotidien, la marchandisation générale.

En constatant les limites, les dérives de philosophes, tout en travaillant sur leurs œuvres en se déplaçant, Anders va développer sa propre philosophie autonome minoritaire.

Imaginer la signification d'un bidon de Zyklon B, d'un réacteur atomique supprimant des millions de gens, déplace radicalement le travail de pensée et la question de la conscience, de l'intentionnalité, de l'aliénation et de la responsabilité. Nous sommes dans un monde de physiciens, d'ingénieurs *telosblind* (mot-valise qui combine le mot grec, *telos*, but, la fin et l'anglais *blind*, aveugle), écrit-il en s'interrogeant sur les limites de la tradition philosophique et les duplicités de certains philosophes (Anders 2001).

« Même si l'imagination seule reste insuffisante », écrit Anders (2001, 68), elle est entraînée de façon consciente, elle saisit (*nimmt*) infiniment plus de « vérité » (*mehr* « wahr ») que la « perception » (*Wahrnehmung*). Pour être à la hauteur de l'empirique. Et aussi paradoxal que cela puisse paraître, il nous faut mobiliser notre imagination. C'est elle la « perception d'aujourd'hui », écrit-il (2001, 68). Trace infime, *infra* de liberté politique ?

Sur ce point, il rejoint un philosophe grec exilé, Castoriadis, qui n'a pas comme référence la phénoménologie de Husserl et de Heidegger mais le marxisme, la psychanalyse, l'économie, la Grèce ancienne et travaillera dans les années 1960-89 sur l'imagination radicale et la création humaine, après avoir fondé le groupe Socialisme ou Barbarie.

Pour Anders, ce n'est pas une question morale mais de *cognition*, car science et conscience sont toujours liées. Ceux qui provoquent des génocides ne sont pas plus mauvais que les générations précédentes, écrit-il. « Dans ma correspondance avec le pilote d'Hiroshima, Eatherly, j'ai forgé le concept de 'coupable sans faute' (*schuldlos Schuldigen*). Je ne prétends pas que 'l'homme' soit plus mauvais, mais je dis que ses actions, à cause de l'énormité des outils dont il dispose, sont devenues énormes » (Anders 2001, 69). Anders, se référant au massacre de My Lay au Vietnam, ajoute un élément à sa réflexion : celui de « l'assassinat indirect » à l'aide de machines (on pense aux drones). Il n'y a plus intervention directe mais à distance, ce qui amoindrit la perception des faits et leurs conséquences.

¹⁶ *Le Monde*, 9 juin 2011.

« La situation dans laquelle nous sommes n'est plus celle de la seconde guerre mondiale, quand on bombardait d'en haut, sans voir ce que l'on faisait » ; il s'agit d'un troisième type de situation, « où nous imitons nos outils, pour voir enfin, un peu ce que nous faisons » (68-69). Pour décrire l'aliénation produite par la technique, Anders parle alors « d'innocemment » (*Verharmlosung*) et « d'enjolivement » (*Verniedling*) qui est « supraliminaire », c'est-à-dire « les actions trop grandes pour être encore conçues par l'homme » (72) et donc perçus, mémorisés. Trop grand pour être perçus ou s'en rappeler (mémoire). Il y a un décalage entre *production et imagination* qui oblige à une critique radicale des concepts de la tradition et des facultés humaines (imagination, perception, intentionnalité).

Amati Sas se réfère plus tard à son collègue Bleger (Caloz-Tschopp 2014; Amati Sas 2016) qui n'a pas vécu dans la vieille Europe, mais en Argentine, qui, on peut le penser, a pressenti la dictature et la politique des disparus, quand il interroge les mécanismes d'ambiguïté, d'adaptation, d'étrange familiarité, qui rend acceptable la destruction, la pratique l'exil forcé, l'isolement, la terreur politique par la torture.

Un autre psychanalyste latino-américain, Marcelo Vignar, insiste sur la fonction de la *terreur* dans la torture, concept-clé d'Arendt pour décrire *Le système totalitaire* (Arendt 1972): terrifier le torturé, son entourage pour immobiliser, soumettre la société. Il insiste sur l'importance de la terreur politique dans les dictatures, sur le fait que le métier d'analyste pour lutter contre la torture n'est pas une technique médicale de 'résilience', mais *une relation* située dans l'histoire et la politique, avec ses outils spécifiques basées sur le recouvrement de la puissance de l'inconscient, de la parole, de la pensée (Vignar et al. 1989; Vignar 2018). Son approche permet une analyse critique et concrète des outils professionnels et politiques non seulement des médecins, mais de l'ensemble des professions.

Consentement et résistance de survie. Amati Sas s'interroge : « comment est-il possible que nous acceptions l'inacceptable, que nous tolérions n'importe quoi ? Par quel mécanisme psychique prenons-nous les choses très graves comme allant de soi ? » (2014, 14). « Pour nous adapter à notre culture technologique de masse, si confondante et envahissante à travers les mass media, une bonne partie de nous doit rester (ou même devenir) ambiguë » (16). Elle avance les notions d'indifférenciation, de noyau agglutiné archaïque, « ensemble d'affects non discriminés et sans organisation ni hiérarchie » (16), à la base de *l'ambiguïté*, concepts mis en exergue par le psychanalyste José Bleger. Un tel concept permet la circulation de l'angoisse (vulnérabilité psychique et sentiment d'impuissance), mais interroge la solution proposée par les pouvoirs militaires : « ils ne nous posent pas un choix de vie, mais un défi à la survie à travers une froide manipulation » (17). Ils prétendent « offrir la sécurité à travers un système hautement mortifère » (17).

Les liens entre *traumatologie, vulnérabilité, adaptabilité psychique* peuvent être aussi élaborés dans le rapport torture et migration. Le mandat analytique implique un travail de renforcement de l'insight, de la symbolisation, l'élaboration du conflit, l'intégration de la personnalité, « c'est-à-dire l'autonomie de la pensée et de la personne » (Amati Sas 2014, 18). Einstein, rappelle-t-elle, face au danger nucléaire en appelait à un « mode de pensée radicalement nouveau » (Einstein, Russell 1955). Après l'interdiction du cannibalisme et de l'inceste, nous sommes mis au défi de créer un nouvel interdit, « une évolution fondamentale, transcendante », écrit-elle (Amati Sas 2014, 19).

Pour Anders, *L'éthique à Nicomaque* d'Aristote ne nous aide pas à penser la situation actuelle. Le courage, la consolation, l'espoir non plus. L'aporie à propos de la perception à la base de l'intentionnalité, amène Anders à « conserver le monde avant de le transformer » (2001, 77) et à inventer une nouvelle philosophie et une nouvelle langue à partir du constat de l'obsolescence de l'homme. Anders, qui avait suivi les cours d'Husserl et d'Heidegger dans l'université allemande, est devenu très critique vis-à-vis de Heidegger et a milité activement contre l'industrie nucléaire et la guerre du Vietnam (membre du Tribunal Russell).

En résumé, pour ces auteurs, le poids du déterminisme de la civilisation capitaliste et de la technique traduite en obsolescence de l'homme, en guerre 'totale', nucléaire, génocides, terreur, torture institutionnalisée, attaque l'espoir positif en liberté politique, redouble l'exigence d'agir partout où c'est possible (l'espoir, le désespoir, le courage ne sont plus la question pour Anders) tout en inventant une nouvelle philosophie, mais exigent un travail sur les difficultés à penser, à élaborer le conflit politique en intégrant l'histoire du XXe siècle. Pour les deux auteurs, comme pour Einstein, Arendt, les chercheurs de l'Ecole de Francfort (raison instrumentale), etc., la réappropriation, de la pensée de la philosophie, de la politique est fondamentale. Ils montrent que la torture tente de détruire les corps, les affects, la capacité de penser, le désir d'être libre. D'où la reprise de l'imagination chez Anders et le travail sur l'inconscient individuel et social face à la violence d'Etat (Puget 1989) chez les psychanalystes.

Comment penser dans une maison qui brûle se demandent aujourd'hui des chercheurs de la crise environnementale (Magnéat 2019)? Le terme englobe la migration. Comment pouvoir *percevoir* le rapport torture et migration qui fait partie de l'héritage historique du lien entre *violence, pensée, conscience, technique* et pouvoir dépasser l'impuissance, l'indifférence, l'apathie pour modifier nos modes de vie et se réapproprier la puissance de la liberté politique ? Dans une perspective phénoménologique, des chercheurs ont décrit les murs, la civilisation militaire des barbelés (Razac 2008) de fortification des frontières, des clôtures d'élevage, renvoyant au quadrillage

terrestre de la propriété privée interprété en terme de déclin de la souveraineté étatique (Brown 2009). Ces descriptions ont certes saisi les logiques d'apartheid sur le sol, dans les têtes, les affects. Pour ce faire, la réflexion, les luttes sur les frontières, lieux mouvementés, chaotiques multiples de conflits, contradictions dans le rapport *travail-capital-guerre*, ne doit pas se centrer sur la seule dynamique de l'expulsion, mais sur l'ensemble des logiques, des dispositifs, outils de séparation, d'inclusion/expulsion,¹⁷ de classement, hiérarchisation, la présence et *la nouvelle qualité* de la violence qu'indique la torture et la torpeur face à des faits inacceptables.

5 Parcourir une aporie

5.1 Parcourir l'aporie de la violence allant aux extrêmes

Arrêtons-nous à une aporie dégagée par la démarche philosophique de recherche critique qui a un lien direct avec la torture et la migration pour en saisir les enjeux politiques et philosophiques. Elle est une sorte de nœud gordien dans les soubassements de la torture et du rapport torture et migration. Dans le rapport torture et migration, comment pouvoir penser, s'en sortir de la violence allant aux extrêmes, contenu dans la violence d'Etat et le crime d'Etat qui paradoxalement produit un effet anesthésiant ?

Il y a la violence des puissants, la violence d'Etat, la violence de la résistance qu'interroge Ahmet Insel (à paraître) en réfléchissant aux grèves de la faim dans les prisons turques et à une politique de la paix. Il y a la violence allant aux extrêmes, dégagée par Balibar quand il relit Clausewitz observant Napoléon, qui, en intégrant l'histoire et le présent, repère une qualité de la modernité capitaliste guerrière qui bouscule profondément notre approche de la politique et de la philosophie.

La violence extrême, avec les urgences et les limites de la planète, se transforme en nouvel impératif philosophique et politique de *civilité*. Torture et Démocratie ne sont pas compatibles. Nous allons voir que lutter contre la torture implique d'accepter de vivre le vertige démocratique.

L'interrogation sur la violence allant aux extrêmes, revient sur les difficultés, postures d'Amati Sas, Anders, Arendt, Vignar, en les reprenant par un autre bout. Le rapport torture et migration nous montre que qualifier la torture en s'appuyant sur des concepts, des

¹⁷ Le texte de Balibar présenté au Groupe de Genève en 1986, *Qu'est-ce qu'une frontière ?*, a ouvert ce chantier de réflexion critique essentiel. Il a été repris par l'auteur dans son livre *La crainte des masses* (Balibar 1997).

échelles de classement des crimes et en se contentant des critères de la définition de la torture de l'ONU, ne permet pas de lutter contre la torture. Alors que faire ? Si l'on accepte d'intégrer la torture comme un enchevêtrement complexe d'actes multiples, hétérogènes de la terreur, de la *violence extrême* aux effets imprévisibles, on ne peut plus se satisfaire d'une approche humanitaire, utilitariste, d'une pensée d'Etat-nation souverain, d'une pensée-calcul, d'une pensée d'échelle avec l'illusion de définir des niveaux et des limites ?

La solution courante de l'aporie se fixe sur des limites (plus jamais ça !), des normes, des critères juridiques, des procédures pour le droit pénal des droits de l'homme. Son approfondissement philosophique sur la politique face au chaos abyssal d'autodestruction des humains par eux-mêmes implique pour Balibar d'aller plus loin, de se déplacer de la tradition philosophique dominante pour poser un *pari tragique* : le pari tragique de la civilité. Il présente le processus de création politique de *civilité*, de *contre-violence*, de *re-civilisation* pour contenir la *dé-civilisation* (Bozarslan 2019).

Résumons des lignes de force d'un essai fondamental de Balibar (2010) qui l'amène à penser ensemble *la violence et la civilité*. Soulignons qu'il aborde la question de la violence *extrême* dans les développements de la guerre qui change de statut (Clausewitz tirant les leçons des guerres napoléoniennes devenues incontrôlables, imprévisibles), des nouvelles formes d'appropriation de la valeur, de l'exploitation, de la surexploitation du travail et aussi de pratiques d'humains superflus (Caloz-Tschopp 2000), celles et ceux qui ne sont pas intégrables dans la réorganisation globalisée du marché du travail ou alors subissent des formes d'expulsion des rapports de classe, de sexe, de race. A propos de la construction l'Etat national social, de l'Etat tout court, il concerne les expulsés à des titres divers pris dans des processus complexe *d'expulsion* de conditions matérielles de vie, de l'exercice de la liberté politique en participant aux affaires publiques, du monde précise Arendt (1972).

Face aux débats sur la *question sociale* (présente en France et aussi ailleurs dans l'UE, dans d'autres continents), l'auteur préconise d'articuler citoyenneté sociale et invention de nouvelles formes de la citoyenneté, qu'il appelle *la civilité* pour surmonter les contradictions de l'Etat national social et penser l'imprévisibilité de la liberté et de la violence extrême et ses conséquences incalculables. Les dilemmes, écrit-il, sont difficiles à énoncer et à mettre en place (Balibar 2010). Des savants face au nucléaire ont déjà parcouru ces dilemmes de la science. Peut-on s'en sortir de la violence exterminatrice ?

Balibar développe une philosophie qui traduit la *phronesis* d'Aristote (prudence, autolimitation), non sur la base de la distinction *quantité/qualité*, ou en philosophie des degrés, des limites (supportables, pour qualifier, classer des crimes dont la torture) mais en développant une philosophie des seuils, située dans la dialectique possible/

impossible, transformée en pari tragique de l'action humaine collective et individuelle. On passe ainsi d'une métaphysique déterministe du limité/illimité à une philosophie politique. Une anthropologie de la puissance/impuissance, du possible/impossible humain, *rien qu'humain* pour agir. Cette approche de la responsabilité ouvre au transindividuel (Balibar 2018) et au transpolitique tout en refusant ainsi une philosophie catastrophiste en ne déniait pas la part de violence dans l'action humaine et les sociétés. Point fondamental. La violence est devenue une aporie dès lors qu'elle met en cause la possibilité de la politique et de la philosophie, écrit-il dans son essai (Balibar 2010). Là se trouve la limite infranchissable du néant. On ne s'en sort pas de la violence. Alors, comment penser aux extrêmes ? C'est un pari tragique pour une politique *d'anti-violence*. C'est le pari tragique irréductible de l'altérité contre celui de la tentation de l'absolu, du jusqu'au bout, abîme où l'extrême violence attire, séduit quand on la subit, on désire s'en défendre en se faisant happer.

6 Déplacement, horizons, vertige

6.1 La liberté politique de se mouvoir

La fuite des migrants face à la violence destructrice de conditions matérielles de vie et d'horizons, la résistance des solidaires, leur désir de liberté politique ouvre l'horizon incertain pour déplacer le rapport torture et migration et explorer des outils de lutte contre la torture. En d'autres termes, penser le rapport torture et migration implique les luttes de dénonciation, de pénalisation et la création d'espaces de liberté politique de se mouvoir, ce qu'Arendt appelle la liberté d'être libre.

Aborder le pari tragique de la civilité en proposant la *liberté politique de se mouvoir*, en interrogeant ce que j'appelle le *vertige démocratique* (Caloz-Tschopp 2019), ne résout pas l'aporie de la violence extrême, mais la parcourt inlassablement depuis le désir de liberté politique, en pensant aux extrêmes, *avec et au-delà* de nos moyens, de nos outils pour saisir, se réapproprier inlassablement la puissance démocratique. Sur le terrain des rapports torture et migration, cela implique de ne pas se laisser prendre au piège des idéologies 'populistes nationalistes', du marché de l'humanitaire et du marché capitaliste, pour pouvoir, en se déplaçant, se réapproprier la philosophie et la politique et repenser le rapport *guerre-terre-travail-capital*, les régulations/dérégulations du marché du travail basé sur la violence politique, l'absence de politiques migratoires dominées par le chaos utilitariste.

Un tel déplacement implique d'établir la distinction critique entre *liberté de circulation* des capitaux, des biens, de la main-d'œuvre qui se

trouve dans les textes de l'UE et de Schengen, entre *mobilité et liberté politique de se mouvoir*. Dans les débats en cours sur les politiques migratoires (Pacte migratoire, lois) la mobilité est présentée comme un concept alternatif face à la violence économique et policière qui tend, sans succès à figer, à surexploiter, à jeter les populations dans le néant de la disparition. On peut se demander jusqu'où le concept de mobilité peut répondre à l'impératif de la circulation planétaire de la valeur produite par la force de travail du capitalisme avancé. Suffit-il de rendre mobile les travailleurs migrants pour s'en sortir ?

Remarquons que le concept de mobilité, en débat actuellement autour du pacte migratoire (Carlier, Crépeau 2017), et de la politique européenne de migration, fait l'impasse sur la mondialisation de la migration et ses exigences, sur l'aporie des frontières imposées par l'apartheid, l'Etat-nation territorial et souverain. Rappelons que dans la Déclaration des droits de l'homme (art. 13.2) tout individu a le droit de quitter son pays mais pas d'entrer dans un autre pays. Angelopoulos, dans son film, *Le pas suspendu de la cigogne*, montre ce qui se passe aux frontières, dans les zones de transit, devant les murs, les barbelés. La cigogne aujourd'hui, loin de suspendre son vol, en quadrillant les frontières, se heurte aux barbelés, ne peut plus voler, exercer sa liberté politique de se mouvoir ! Les droits de l'homme sont ainsi soumis au principe de souveraineté nationale des Etats, à l'apartheid, à la violence allant aux extrêmes.

La tentative d'inclure le concept de *mobilité* dans le corpus des droits de l'homme est certes un pas notoire pour dépasser l'idéologie de la force sécuritaire, nationale, identitaire, de tri inclusive/expulsive/jetable. Elle fait l'impasse sur un déplacement radical nécessaire. Arendt avait déjà insisté sur l'importance de distinguer la liberté de circulation (concept économique, utilitariste) de la liberté de mouvement pour pouvoir dégager la liberté politique.

En résumé, en se heurtant à la violence allant aux extrêmes imprévisibles, ses formes dans la torture constituant les politiques migratoires, en parcourant la brèche ouverte par Arendt, j'en suis arrivée à me déplacer radicalement pour considérer la *liberté politique de se mouvoir* comme l'axe philosophique central pour penser la vie humaine, la migration en reformulant les rapports de migration par le *desexil de l'exil*. Les conditions matérielles de vie des migrants nous montre l'urgence du déplacement pour reconsidérer l'ensemble du genre humain de la planète. Il devient possible de repenser le rapport torture et migration avec le souffle de la création et l'ouverture d'horizons. Ce n'est pas de mobilité qu'il faut parler, mais de liberté politique de se mouvoir, proposition à inscrire dans une nouvelle approche de l'ensemble de la politique, de la philosophie, de la citoyenneté/civilité. Elle concerne le corps, les pieds des fugitifs qui marchent, qui avec leur tête pensent philosophiquement l'exploitation, la destruction, l'extermination qu'ils fuient. Pour le dire méta-

phoriquement, aujourd'hui, l'ensemble des humains fuit toutes sortes de formes de torture !

L'essai philosophique publié en 2019 (Caloz-Tschopp 2019) est parti des acquis d'un essai antérieur : *L'évidence de l'asile* (Caloz-Tschopp 2016c). Il part d'une critique des politiques de droit d'asile, de l'action humanitaire, et la réappropriation de « l'évidence de l'asile », trésor perdu, confiqué à la base d'une « philosophie dys-topique du mouvement ».

Ce deuxième essai a été la découverte, en observant les fuites des migrants, de la liberté politique de se mouvoir, en revisitant l'exil (domination), le desexil (lutte créatrice). Il propose une philosophie du droit de fuite pour échapper à la violence prédatrice, qui est une nouvelle forme de desexil (luttés) pratiquée par des millions de gens sur la planète. Le but est de sortir d'un capitalisme expansionniste sans limites, d'une pensée d'Etat, de police, de guerre, de force, d'état d'urgence (Bigo 2019), d'état d'exception, des catégories territoriales, souverainiste des Etats (nations), de parcourir des références (hospitalité, égalité, solidarité, etc.) de débattre avec des philosophes, chercheurs, résistants et d'imaginer des espaces de transpolitiques démocratiques.

La double démarche a été motivée par le refus d'aller sur le terrain miné de la migration par les populistes nationalistes en choisissant de chercher un espace, une assise philosophique du *droit d'avoir des droits* d'Arendt, de l'ordre du plus général, s'inscrivant dans la politique et la philosophie du genre humain qualifié par le rapport *travail-capital-terre-guerre*, par la violence de l'exil dans le capitalisme contemporain à combattre par le desexil. L'appropriation de la liberté politique de se mouvoir est l'impératif du genre humain par excellence du XXI^e siècle. Elle m'a été montrée par l'agir de fuite des migrants devant la torture !

Le déplacement dans la recherche d'une alternative est collectif. Il continue. Un article qui met radicalement en cause la fracture entre genre humain et nature, apporte à la philosophie du travail, de la migration de l'exil, du desexil, un autre angle d'attaque, en effectuant un déplacement épistémologique, catégoriel majeur. Elle permet de rejoindre les préoccupations autour du climat et de reprendre des réflexions féministes (sur le corps).

6.2 Conclusion : vivre le vertige démocratique transpolitique

Le vertige démocratique est aussi grisant que le vertige en montagne. Il est à la fois transindividuel (Balibar 2018) et transpolitique (Caloz-Tschopp 2019). Les risques sont majeurs. L'horizon est en tension entre la liberté d'être libre et la violence autodestructrice des humains, de la planète, toutes deux imprévisibles. Réélaborer le rapport à la vio-

lence, à la création démocratique comme un rapport transindividuel et transpolitique, c'est prendre le risque incalculable de ce qu'Arendt nomme la 'liberté d'être libre', Castoriadis 'l'autonomie' (*auto-nomos*, se donner ses propres lois), Balibar 'le pari tragique'. Le vivre exige de la curiosité, du courage, de l'imagination pour lutter pour la pleine participation active de tout humain à sa propre vie, aux affaires publiques dans une planète finie. Personne ne peut décider pour personne du désir de liberté politique. C'est le socle, l'art du droit d'avoir des droits (Caloz-Tschopp 2000) et l'art politique de fuir toutes les formes nihilistes d'apartheid, de torture, de destruction, de mort.

Les migrants sont la figure du passage de l'essence, de la naturalisation, à la relation, de l'autre ailleurs et en soi. Le rapport torture et migration évoque le bruit de la violence politique poussée aux extrêmes, la terreur, la folie dont parle Toni Morrison dans le refus de l'autre, du tiers, le mépris, l'exploitation, la destruction dont les politiques de disparition seraient le seul horizon imaginable. Angoisse devant la brutalité inouïe, la destruction. Il suffit d'écouter les femmes migrantes, les récits d'africains en Europe, de latino-américains creusant les tunnels sous le mur de Trump. Nuit. Absence de rêve. Cauchemars.

Dans la vie, Borges (1965), aveugle, se promène à tâtons « dans les jardins des chemins qui bifurquent ». En clair dans l'histoire, ses bifurcations infinies. Castoriadis explore les carrefours du labyrinthe (1975) de la pensée pour dégager la puissance de l'imagination et la création humaine. Mathieu (1991) pour cerner les contraintes matérielles de la soumission distingue entre *céder* et *consentir* en analysant les stratégies de liberté politique des femmes et des minoritaires. Balibar (2010) invite à penser aux extrêmes, tenir un pari tragique et à pratiquer la civilité. Carrefours de découvertes, débats, conflits. Ils nous apprennent à penser aux extrêmes, avec et au-delà des moyens dont nous avons hérité. A vivre ce qu'on peut appeler le vertige démocratique jusque dans ses ultimes désirs, retranchements, pensée, fragilités, imprévisibilité (Caloz-Tschopp 2019, 497-523).

Penser aux extrêmes, penser la torture, la migration avec et au-delà des moyens hérités, c'est avoir l'audace de déplacer le poids des systèmes, concepts, catégories, préjugés, modes de gouvernement autoritaires et pilleurs, inventer une démarche philosophique pour les bousculer, les mettre en mouvement. Spinoza, Deleuze ont ouvert le chemin.

En bref, c'est prendre acte de la difficulté à *imaginer, voir, percevoir*. C'est penser, réaliser le risque qu'implique le désir révolutionnaire de la liberté politique et la violence au-delà de toute mesure (Amati Sas 2014), son incalculabilité, imprévisibilité et la possibilité/impossibilité de contenir son mouvement créateur et destructeur par l'agir politique de création auto-organisée d'espaces en mouvement de *civilité* solidaire aux frontières de l'environnement dont fait partie

la migration. Les concepts attachés, figés sur l'illusoire souveraineté verticale d'Etat *national* (ignorance des peuples !) sur le sol, les humains, les armes, les biens, la servitude, le pillage légitimé, cachent le pouvoir de mort de masse, de destruction, éludent la liberté et la responsabilité politiques. Quand la violence annihilatrice devient la règle du jeu planétaire, l'autonomie, la liberté politique, la responsabilité sont transpolitiques, sont un pari tragique.

Par ailleurs, glisser, sans distance critique des discours sur la libre-circulation des capitaux, des biens, de la force de travail, à ceux sur la *mobilité* ne peut suffire à contenir la violence, de l'appropriation de la valeur du travail, de la surexploitation et de la destruction prédatrice. Etre mobile c'est la règle du capitalisme acculé. Etre mobile ce n'est pas forcément être libre ! Ouvrir l'horizon c'est imaginer que la *liberté politique de se mouvoir* avec son corps, sa tête, ses pieds est constitutif de la condition humaine, de l'invention de la politique, de la civilité à chaque commencement. Elle contient la violence. Elle est la lutte pour la prévention par excellence de la torture. Le pacte sur la migration, la dénonciation, la pénalisation d'actes de torture sont certes nécessaires. Mais des luttes hétérogènes ont lieu pour sortir du capitalisme (ex. lutte contre les multinationales), un droit du travail pour tous, de véritables politiques de la migration, du droit d'asile en inscrivant dans les constitutions l'hospitalité, l'égalité, la solidarité, l'échange créée dans les pratiques démocratiques insurrectionnelles.

Repérer une aporie du capitalisme a permis de dégager l'horizon pour penser des énigmes du rapport torture et migration et retrouver la liberté politique de se mouvoir. Je n'évoque pas dans cet article les mesures multiples, dispositifs, outils qui existent mais ne sont pas choisis, appliqués (Caloz-Tschopp 2016c). Le débat est saturé. Inertie. Manque de volonté politique, de courage, d'imagination. Les philosophies de la patate chaude sont le visage de la violence d'Etat. Elles sont une grave irresponsabilité à courte vue.

Retenons que la politique a besoin d'un *cadre auto-organisé*, ce que nous apprennent les expériences d'invention démocratique horizontale par ex. dans les villes du Kurdistan, les multiples expériences d'auto-organisation, les universités libres, et aussi les *failed States*, les guerres en ex-Yougoslavie, au Liberia, les zones de mafias en Colombie, les métropoles prises entre ordures, pollution, drogues, les politiques sécuritaires des camps, prisons, etc. Eclats dans l'horizon et enfer de Dante. Combien il difficile de parler des gains invisibles dans les luttes et aussi de repenser l'Etat vertical hérité, de ne pas être séduit par la spirale autoritaire, sécuritaire de la force, par la tentation de renvoyer la violence plutôt que de ruser pour l'esquiver, la fuir.

Vouloir remplacer les victimes par des combattantes, la désobéissance civile par la guerre civile, ou face à la violence allant aux extrêmes, penser en terme d'autodéfense ne peuvent suffire à créer

une politique positive de *citoyenneté-civilité, d'antiviolence* dont parle Balibar impliquant l'initiative du commencement, le tiers, l'altérité, le conflit, la dispute, le débat, que l'on voit à l'œuvre dans l'ouverture d'espaces en mouvement aux frontières, les Refuges, les Tribunaux d'opinion, le projet d'une Cour internationale de justice par ex.

Penser aux extrêmes, avec et *au-delà* des moyens, c'est se réapproprier la liberté politique à la base de l'invention démocratique (imaginaire, projet, difficultés, énigmes). Le vertige démocratique ne se limite ni à la démocratie représentative, ni à la démocratie semi-directe (que nous connaissons en Suisse). C'est un mouvement d'autonomie fragile, incertain sans cesse remis sur le métier, face aussi à la logique de la torture sous toutes ses formes. Un des arguments souvent avancé après Platon contre la démocratie est celui des risques de dérapages. Il a été repris sous une autre forme par Spinoza sur le mode « crainte des masses » (autre débat).

J'aimerais insister ici sur un autre risque positif à prendre, celui de la liberté politique dans un temps de violence allant aux extrêmes, sur l'art d'esquiver la destruction, de fuir, ruser, en travaillant sur les ambiguïtés, en développant une double capacité dialectique de déplacement, contournement, report : avoir le courage lucide de durer, de rester ferme, de *tenir* une position dans la défense du droit d'avoir des droits dans un contexte de torture, de disparition, sans basculer dans une radicalité abstraite, absolue, impliquant le glissement dans l'usage de la violence incontrôlable et devenir prisonnier des effets boomerang destructeurs (Luxemburg) et des dégâts collatéraux incalculables.

Penser aux extrêmes, avec et *au-delà* des moyens existants c'est faire le pari tragique du possible/impossible, que tout n'est jamais joué, qu'il existe des marges de manœuvre de liberté, d'autonomie. Les évaluations de concepts liés à l'agir (ex. imagination, autonomie, servitude, désobéissance civique, responsabilité), les créations d'outils dans les luttes, vont bien *au-delà* de ce que décrivent les théories de Hobbes sur l'Etat et la violence souveraine. Nous pouvons imaginer, penser dans ces lieux où l'humour créatif côtoie l'absurde du rouleau compresseur de la force, nous apprend Kafka.

Vivre la torture dans la migration, la comprendre, lutter pour la contenir est un long apprentissage fragile, incertain de déplacement, à la recherche d'un nouveau paradigme politique de l'environnement dont fait partie la migration en mouvement. Elaborer la complexité, l'imprévisibilité la violence et de la liberté, l'autonomie sans dénier la violence destructrice tragique. La *liberté politique de se mouvoir* à un prix, ce que Arendt a appelé « la liberté d'être libre », Castoriadis « l'autonomie » et Marx « le travail vivant ».

Bibliographie

- Amati Sas, Silvia (1984). « Mégamorts, unité de mesure ou métaphore ? ». *Bulletin de la revue suisse de psychanalyse*, 18, 11-19.
- Amati Sas, Silvia (2004). « Traumatic Social Violence : Challenging our Unconscious Adaptation ». *International Forum of Psychoanalysis*, 13, 51-9.
- Amati Sas, Silvia (2016). « Violence sociale extrême : les deux fronts de la survivance psychique ». Amati Sas, Silvia et al. (dirs), *Trois concepts pour comprendre José Bleger*. Paris : L'Harmattan, 69-83.
- Anders, Günther (2001). *Et si je suis désespéré que voulez-vous que j'y fasse ?* Paris : Alia.
- Anders, Günther (2011). *L'obsolescence de l'homme. Tome II : Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*. Paris : Fario.
- Antelme, Robert (1957). *L'espèce humaine*. Paris : Gallimard.
- Arendt, Hannah (1966). *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*. Paris : Gallimard.
- Arendt, Hannah (1972). *Le système totalitaire*. Paris : Points-Essai.
- Arendt, Hannah (1981). *La Vie de l'esprit*. Paris : PUF.
- Arendt, Hannah (2019). *La liberté d'être libre*. Paris : Payot.
- Balibar, Etienne (1997). *La crainte des masses*. Paris : Galilée.
- Balibar, Etienne (2010). *Violence et civilité*. Paris : Galilée.
- Balibar, Etienne (2018). *Spinoza politique. Le transindividuel*. Paris : PUF.
- Bigo, Didier (2019). « Les modalités des dispositifs d'état d'urgence ». *Cultures & Conflits*, 113, printemps, 7-15. URL <http://journals.openedition.org/conflits/20710> (2019-11-19).
- Borges, Jorge-Luis (1965). « Le jardin aux sentiers qui bifurquent ». *Fictions*. Paris : Folio, 91-107.
- Bozarslan, Hamit (2019). *Crise, violence, dé-civilisation*. Paris : éd. CNRS.
- Brauman, Rony (2001). *Humanitaire : le dilemme*. Paris : éd. Textuel.
- Brauman, Rony (2018). *Guerres humanitaires ? Mensonges et intox*. Paris : éd. Textuel.
- Brepohl, Marion (2019). « Recherche d'historiens, politique de mémoire et colonialité ». Caloz-Tschopp, Marie-Claire et al. (dirs), *Vers le desexil*. Paris : L'Harmattan, 313-31.
- Brown, Wendy (2009). *Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*. Paris : Prairies ordinaires.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2000). *Les sans-Etat dans la philosophie d'Hannah Arendt*. Lausanne : éd. Payot.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2004a). *Les étrangers aux frontières de l'Europe et le spectre des camps*. Paris : La Dispute.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2004b). *Le devoir de fidélité à l'Etat entre servitude, liberté, (in)égalité*. Paris : L'Harmattan.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2006). « Clandestinité des femmes migrantes ». Colfen (dir.), *Vivre clandestines*. Bruxelles : Université des Femmes, 63-113.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2007). « Philosophie, migration, démocratie et droits de l'homme ». Caloz-Tschopp, Marie-Claire ; Dasen, Pierre (dir). *Mon-dialisation, migration et droits de l'homme*. Bruxelles : Bruylant, 76-170.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (dir.) (2014). *Ambiguïté, violence et civilité. (Re)lire aujourd'hui José Bleger (1923-1972) à Genève*. Paris : L'Harmattan.

- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2016a). « Apartheid en Europe : le défi de la citoyenneté/civilité dans un temps de guerre imprévisible ». *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 43(1), 231-55.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2016b). *Ambiguïté, violence et civilité*. Paris : L'Harmattan.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2016c). *L'évidence de l'asile*. Paris : L'Harmattan.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2018). « Rosa Luxemburg : la découverte de l'effet boomerang de l'impérialisme et la liberté ». Caloz-Tschopp, Marie-Claire et al. (dirs), *Rosa Luxemburg, Antonio Gramsci actuels*. Paris : Kimé, 103-39.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (2019). *La liberté politique de se mouvoir*. Paris : Kimé.
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (à paraître). « Changer de logiciel civique ». *Chosir*, nr. de janvier 2020.
- Carlier, Jean-Yves ; Crépeau, François (2017). « De la 'crise' migratoire européenne au pacte mondial sur les migrations : exemple d'un mouvement sans droit ? ». *Annuaire français de droit international*, 1, 461-99. URL <http://hdl.handle.net/2078.1/210014> (2019-11-19).
- Castoriadis, Cornelius (1975). *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Seuil.
- Chamayou, Grégoire (2010). *La chasse à l'homme*. Paris : La Fabrique.
- Chemillier-Gendreau, Monique (2019). *Régression de la démocratie et déchaînement de la violence*. Paris : éd. Textuel.
- Einstein, Albert, Russell, Bertrand (1955). *The Russell-Einstein Manifesto*. London, 9th July.
- Fiala, Pierre (2018). « La famille migr-, champ lexical, champ discursif ». Calabrese, Laura ; Veniard, Marie (dirs), *Penser les mots, dire la migration*. Paris : L'Harmattan, 145-52.
- Héritier, Françoise (1996). *De la violence*. Paris : Odile Jacob.
- Guillaumin, Colette (2000). *L'idéologie raciste*. Paris : Folio.
- Insel, Ahmet (à paraître). « Violence, philosophie, politique aujourd'hui ». *Repenser l'exil*. URL <http://exil-ciph.com/revue-en-ligne> (2019-11-19).
- Magnéat, Luc (2019). *La crise environnementale sur le divan*. Genève : éd. in Press.
- Mathieu, Nicole-Claude (1991). *L'anatomie politique*. Paris : Côté-Femmes.
- Monnier, Laurent (2004). « L'apartheid ne sera pas notre passé, il est notre avenir ». Caloz-Tschopp, Marie-Claire (dir.), *Le devoir de fidélité à l'Etat entre servitude, liberté, (in)égalité*. Paris : L'Harmattan, 207-21.
- Puget, Jeanine (dir.) (1989). *Violence d'Etat et psychanalyse*. Genève : Dunod.
- Razac, Olivier (2008). *Histoire politique du barbelé*. Paris : Champs.
- Rigaux, François (à paraître). « Qu'est-ce que l'action humanitaire ? ». *Repenser l'exil*. URL <http://exil-ciph.com/revue-en-ligne> (2019-11-19).
- Sayad, Abdelmalek (à paraître). « L'asile dans l'espace Schengen : la définition de l'Autre (immigré, réfugié) comme enjeu des luttes sociales ». *Repenser l'exil*. URL <http://exil-ciph.com/revue-en-ligne> (2019-11-19).
- Sayad, Abdelmalek (2013). *La découverte de la sociologie en temps de guerre*. Paris : Cécile Défaut.
- Sorini, Françoise ; Branche, Raphaëlle (2002). « La torture aux frontières de l'humain ». *Revue internationale des sciences sociales*, 174, 591-600.
- Sustam, Engin (2016). *Art et subalternité kurde*. Paris : L'Harmattan.
- Tafelmacher, Christophe (2019). « Durcissement du droit, dilemmes de l'avocat ». Caloz-Tschopp, Marie-Claire (dir.), *Vers le desexil*. Paris : L'Harmattan, 357-67.
- Traverso, Enzo (1997). *L'Histoire déchirée*. Paris : Cerf.
- Vahabi, Nader (2019). *Violence d'Etat, crime d'Etat*. Paris : L'Harmattan.

- Veloso Bermedo, Teresa (2018). *Franchir le seuil de la douleur extrême*. Paris : L'Harmattan.
- Vidal-Naquet, Pierre (1972). *La torture dans la République (1954-1962)*. Paris : Ed. de Minuit.
- Vignar, Marcelo (2018). *Experiencias psicoanalíticas en la actualidad sociocultural*. Buenos Aires : Noveduc.
- Vignar, Marcelo et al. (1989). *Exil et torture*. Paris : Denoël.
- Ulricksen, Maren (1998). « Le corps comme inscription de la violence sociale ». Caloz-Tschopp, Marie-Claire (dir.). *Hannah Arendt, la banalité du mal comme mal politique*. Paris : L'Harmattan, 94-8.

